

*Budget—M. Kuntz*

Alberta. M. Downey a représenté avec dévouement et sincérité ma circonscription au cours de la 28<sup>e</sup> législature.

Comme d'autres avant moi, j'ai décidé de parler de ma circonscription, comme le veut l'usage, je crois, quand un nouveau député prononce son premier discours. Tout en reconnaissant l'utilité de certaines dispositions du budget, je déplore l'absence de mesures susceptibles de réduire sensiblement le chômage qui persiste, de mettre un frein à la hausse du coût de la vie ou d'encourager les Canadiens à participer davantage à nos entreprises et à la mise en valeur de nos richesses.

Pour étayer cette opinion, je voudrais exposer la situation actuelle de ma circonscription. La région de Battle River est située au centre-est de l'Alberta, à 40 milles environ au sud-est d'Edmonton. Sa limite septentrionale s'étend sur 132 milles en direction de l'est, jusqu'à la frontière de la Saskatchewan. De là, la limite descend vers le sud, sur 36 milles, puis vers l'ouest sur 18 milles, et de nouveau vers le sud sur 24 milles, jusqu'à la rivière Red Deer, qu'elle suit à travers six cantons, et coupe ensuite vers l'est pour atteindre la frontière de la Saskatchewan 126 milles plus loin. Ces limites renferment environ 9,200 milles carrés et une population d'environ 70,000 habitants qui vivent dans l'un ou l'autre des endroits suivants: dans des fermes, dans la ville de Camrose où je réside et dont la population atteint 10,000 habitants, dans les deux petites villes les plus importantes, Wainwright et Stettler dont la population varie entre 4,000 et 5,000 âmes chacune, ou encore dans l'un ou l'autre des 70 petites villes, villages ou hameaux dont la taille varie entre 2,000 et 10 habitants. Cependant, la population de ma circonscription a diminué progressivement par suite de la détérioration lente de ces localités. Même les plus importantes n'accroissent leur population que de 25 à 50 personnes par année.

Pour ce qui est de l'aspect industriel, il existe quelques puits de pétrole dans certains coins de la circonscription. Ceci a permis de construire quelques petites usines de gaz et stations de pompage. Dans la ville de Camrose, nous avons une laminerie de tuyauterie qui lorsqu'elle fonctionne à fond, emploie près de 300 travailleurs. Cependant, depuis que l'usine a été construite il y a quelque dix ans, elle n'a été en activité qu'environ la moitié du temps. Autrement dit, pendant la moitié de ces dix ans, l'entreprise a employé entre 200 et 300 travailleurs, et pendant l'autre moitié, elle n'a employé que de 20 à 30 travailleurs pour en assurer l'entretien. Je crois que le problème le plus grave auquel ils font face lorsqu'ils présentent des soumissions, ce sont les tarifs des transports; ce qui prouve encore que la structure de ces tarifs est défavorable à l'Alberta.

Pour résumer, monsieur l'Orateur, l'agriculture reste de loin l'industrie principale dans ma circonscription et c'est pourquoi elle me préoccupe beaucoup. La plupart de nos entreprises sont connexes à l'agriculture et tout ce qui arrive dans l'industrie agricole les touchent de près. Certains hommes d'affaires m'ont dit que lorsque les cultivateurs prospèrent, leurs affaires sont meilleures et la marchandise se vend assez bien. Cependant, quand l'agriculture est dans le marasme, toutes les entreprises connexes en ressentent le contrecoup.

Comme la plupart des députés le savent, la situation de l'agriculture n'a pas été très bonne au cours des dernières années et c'est pour cette raison, bien entendu, que ma circonscription perd progressivement sa population et que beaucoup de villes et de villages périclitent. De plus en plus, les cultivateurs en ont assez de lutter contre l'adversité et ils abandonnent la partie. A l'appui de cette

assertion, je voudrais citer les chiffres suivants au sujet des fermes. En 1956, il y avait un total de 574,993 fermes au Canada. A cette époque, pour être comprises dans cette statistique, vos propriétés immobilières devaient avoir une superficie de trois acres ou plus et vos ventes de produits agricoles devaient s'élever au moins à \$250. En 1961, pour être inclus dans cette statistique, il fallait être propriétaire d'une acre ou plus et vendre au moins des produits agricoles d'une valeur de \$50. Même en abaissant les conditions requises, le nombre de fermes au Canada a diminué à 480,887. En 1966, avec les mêmes conditions requises, le nombre global de fermes au Canada est tombé à 430,522. En 1971, avec les mêmes conditions requises, le chiffre avait encore baissé, à 366,128. Cela signifie que le nombre de fermes était tombé de 10.4 p. 100 entre 1961 et 1966 et de 17.2 p. 100 entre 1966 et 1971.

• (1640)

En 1961, 12 p. 100 de tous les Canadiens demeuraient dans des fermes; en 1966, il n'y en avait que 10 p. 100 et en 1971, cette moyenne fléchissait à 7 p. 100. Dans l'intervalle, la population canadienne passait de 20 millions en 1961 à 22 millions. Nous avons atteint nos vingt-deux millions hier, comme les députés ont pu l'apprendre à la télévision. En outre, pour une moyenne de cinq ans, soit entre 1967 et 1971, les recettes agricoles en espèces n'ont augmenté que de .9 p. 100 tandis que durant la même période, les dépenses d'exploitation augmentaient de 3.69 p. 100. Compte tenu des recettes agricoles en espèces et des dépenses d'exploitation, est-il étonnant que les cultivateurs quittent la ferme?

Après avoir vendu leur exploitation, la plupart d'entre eux déménagent dans des villes plus grandes, des villes qui sont déjà surpeuplées et où sévit le chômage. Il vaudrait sûrement mieux les aider pendant qu'ils sont encore à la ferme et ce serait moins coûteux.

**Des voix:** Bravo!

**M. Kuntz:** Le problème le plus difficile auquel les cultivateurs font face c'est l'insuffisance des sommes qu'on leur verse en retour de leurs produits sous forme de revenu net. Ils sont constamment aux prises avec l'augmentation des frais de production puisque le prix des machines aratoires, des pièces et du carburant augmente considérablement chaque année. Pourtant, leurs recettes augmentent peu ou pas du tout. Dans certains cas, il y a baisse du revenu net.

Au cours de la dernière campagne électorale, monsieur l'Orateur, un commentant m'a montré une nouvelle machine qu'il avait achetée grâce à un prêt, naturellement. Il s'agissait d'un empileur à meules auto-moteur qu'il avait dû acheter parce qu'il était incapable d'engager des gens pour l'aider. Il a dit qu'il lui faudrait faire tous les petits travaux qu'il pourrait trouver afin de payer la machine. Celle-ci, qui ramasse et empile les meules coûtait \$18,000. Lorsque l'on ajoute l'intérêt s'appliquant au prêt, le prix sera encore plus élevé.

J'aimerais qu'on me dise pourquoi cet homme ne pouvait pas obtenir de l'aide à une période où le chômage chronique accable le Canada. Pourquoi a-t-il été contraint de financer et d'acheter une machine coûteuse? La vérité c'est qu'il n'a pas d'argent liquide et qu'il ne peut donc pas rivaliser avec d'autres industries. Il ne peut pas se permettre de payer de l'assurance-chômage ou le taux horaire d'emploi d'une personne dont les services seraient requis tant d'heures par jour. Je soutiens en outre, vu qu'il ne reste que 365,000 cultivateurs environ au Canada que,